

Décision individuelle N° 2021-195

Pétitionnaire : ELECTRICITE DE FRANCE - POLE ENERGIE RENOUVELABLE

Adresse : 21 avenue Simone Veil 06 000 NICE

Nature de la demande : Travaux, ouvrages et installations en cœur de parc national (nécessaires à une activité autorisée, ayant pour objet la mise aux normes d'équipements d'intérêt général)

Intitulé du projet : Creusement d'un drain en pied de barrage

Localisation : Barrage du Lac Long des Merveilles, section DL parcelle n°12 commune de Tende.

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, R.331-19, R.331-63, R331-64, R331-65 et R.331.67,

Vu le code du patrimoine et notamment les articles L.621-1 et L.621-9,

Vu l'arrêté du 22 avril 1969 instaurant le site classé de la Vallée des Merveilles au titre de la loi du 2 mai 1930,

Vu l'arrêté du 08 décembre 1989 instaurant le monument historique classé des gravures rupestres préhistoriques de la vallée des Merveilles et de la région du Mont-Bégo,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 18 et 20 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement ;

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le Conservateur en chef du patrimoine archéologique en date du 07 avril 2021,

Vu l'avis émis par l'Inspecteur des sites classés en date du 21 avril 2021 ;

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 18 juin 2021,

Considérant les éléments transmis le 06 avril 2021 et la demande formulée en date du 28 mai 2021 par Madame VU HONG-VIDOR Lucie, déléguée territoriale au sein du pôle Énergie renouvelable d'Électricité de France

Considérant que la demande porte sur le creusement d'un drain dans l'objectif de dégager les barbacanes aménagées en pied de barrage de sorte à faciliter l'évacuation des débits de fuite, ainsi que sur des installations temporaires annexes nécessaires aux chantier,

Considérant également que la demande fait état de travaux d'entretien de la maçonnerie de l'ouvrage, ces derniers ne relevant pas du régime d'autorisation dérogatoire applicable en cœur de parc national mais pouvant porter atteinte aux milieux naturels environnants par les moyens déployés pour leur mise en œuvre,

Considérant sur les plans paysager et archéologique, l'absence d'opposition de l'Inspecteur des sites et du Conservateur en chef du patrimoine archéologique à ces travaux, sous condition de réaliser un état photographique des lieux avant et après travaux,

Considérant qu'une zone humide est présente en pied de barrage et à ce titre, susceptible d'être impactée par le creusement du drain autant par la destruction de la végétation de surface que par la modification des conditions de son alimentation hydrique,

Considérant toutefois que ce drain représente une alternative à des travaux plus importants de réfection de l'étanchéité de l'ouvrage, tout en assurant la surveillance des performances de celui-ci et en contribuant à une mesure objective des débits de fuite qui pourraient participer à la délivrance des débits réservés réglementaires,

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

1.1. EDF – Pôle Énergies Renouvelables, représenté par Monsieur BEC Nicolas, directeur adjoint du GEH Azur-Écrins, est autorisé à réaliser des travaux destinés à maintenir voire améliorer les performances du barrage hydroélectrique du Lac Long des Merveilles, situé dans le site classé éponyme et dans le cœur du parc national du Mercantour.

Tels que prévus à la demande, ces travaux consistent en un creusement mécanique d'un drain à ciel ouvert ou « cunette » de dimensions 50 cm de large, sur 100 cm de profondeur maximum sur 80 m de long.

1.2. EDF – Pôle Énergies Renouvelables est également autorisé à installer un sanitaire chimique au droit du barrage, pour les besoins du chantier.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions relatives aux modalités des travaux*

2.1. Préalablement à toute intervention, le bénéficiaire est tenu d'organiser une réunion sur site associant les services territorialement compétents du Parc national du Mercantour.

A cette occasion, l'identification et la mise en défens des éventuelles stations d'espèces patrimoniales seront réalisés sur l'ensemble de l'emprise du chantier, circulations d'engins incluses.

Les dispositifs de mise en défens devront être maintenus en état pendant toute la durée des travaux et retirés à l'issue de ceux-ci.

2.2. Le creusement de la cunette ne devra pas excéder 50 cm de large mesuré bord à bord.

Sa profondeur sera adaptée de sorte à capter les eaux des barbacanes et permettre leur écoulement vers l'aval, en la limitant, si possible, à un maximum de 50 cm. Si besoin, recourir au creusement d'un exutoire supplémentaire vers le fossé central, en respectant la localisation des écoulements superficiels pré-existants.

2.4. La terre végétale issue du creusement de la cunette sera régalée, sans tassement, sur la zone de l'ancienne station d'épuration du refuge des Merveilles tel que prévu dans le dossier.

- *Prescriptions relatives à l'organisation générale du chantier et ses installations annexes*

2.5. Le groupe électrogène devra être équipé d'un dispositif d'insonorisation dûment homologué.

2.6. La bétonnière et le groupe électrogène devront être installés sur des bacs de rétention ou des tapis absorbants adaptés pendant toute la durée de leur présence sur site afin d'éviter tout rejet dans les milieux.

2.7. L'ensemble des matériaux sera stocké au plus près du local de la vanne de fond du barrage et de sorte à limiter au maximum les risques de lessivage ou de dispersion par les aléas météorologiques, la faune sauvage ou les usagers des lieux.

2.8. Toute mesure adaptée devra être mise en œuvre afin de récupérer les laitances de béton issues de la réfection du radier de la conduite de vidange. Leur écoulement dans le milieu naturel est interdit. Celles-ci devront être récoltées et décantées, les résidus de décantation évacués en dehors du cœur du parc national.

2.9. Les éventuels surplus de béton utilisé pour le rebouchage des fissures sur le parement amont devront être collectés et évacués en dehors du cœur du parc national.

2.10. Les toilettes chimiques sont autorisés au titre des installations annexes nécessaires au chantier, sous réserve que celui-ci n'engendre aucun rejet dans le milieu naturel. Son implantation sera réalisée au plus près du local de la vanne de fond du barrage.

2.11. La présente vaut autorisation de circulation d'engin motorisés pour les besoins des travaux dans le respect de la prescription 2.1.

- *Prescriptions relatives à l'évaluation des travaux*

2.12. Un suivi des débits de fuite avant et après travaux devra être réalisé à la charge du pétitionnaire, a minima selon les grandes phases de fonctionnement de l'ouvrage (phase de retenue transparente, phase de remplissage, phase d'exploitation) et sans limite de durée. Les mesures réalisées feront l'objet d'un rapport annuel, mis à disposition des services de la DREAL et du Parc national du Mercantour sur demande.

2.12. Une étude du fonctionnement hydraulique de l'ensemble de la zone humide du lac Long Inférieure (depuis le pied de barrage) sera réalisée à la charge du pétitionnaire, incluant les mesures et le suivi des hauteurs d'eau souterraines.

La mise en œuvre de cette étude devra débuter au maximum dans les 6 mois à compter de la date de délivrance de la présente autorisation ; la méthodologie devra être concertée et validée avec les services du parc national, de l'OFB et de la DREAL.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période du 28 juin 2021 au 25 juillet 2021, sur les créneaux horaires exclusivement diurnes.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité des travaux et des activités.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 21 juin 2021

La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a vertical line, representing Sandrine GRANDFILS.

Sandrine GRANDFILS

Destinataire :

- EDF, Mme VU HONG-VIDOR Lucie (lucie.vu-hong@edf.fr)

Copies :

- service territorial Roya-Bévéra
- CGP, Claire Crassous

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.